

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201097]

18 FEVRIER 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 20 et 87, § 1^{er};

Vu le décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, les articles 25/1, 57, 74, 77, 103, 119 et 120,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie;

Vu l'avis du Conseil de la Politique scientifique, donné le 21 septembre 2015 et entériné le même jour par le Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2016;

Vu l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 58.491/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2015 du décret du 21 mai 2015 portant modification du décret du 3 juillet 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, il convient d'également fixer l'entrée en vigueur du présent arrêté à la même date;

Sur la proposition du Ministre de l'Innovation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie, l'intitulé du Titre II, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« - De l'agrément des centres de recherche ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. Pour être agréé au sens du décret, un centre de recherche répond, au jour de la demande d'agrément, aux conditions d'obtention de l'agrément visées aux articles 4 à 15. »

Art. 3. L'article 3/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 4. L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Le centre de recherche dispose d'une personnalité juridique propre. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du Chapitre I^{er} du Titre II, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« - La réalisation d'activités à finalité industrielle ».

Art. 6. L'article 5 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le centre de recherche a pour but ou objet social la réalisation d'activités de recherche, de support à l'innovation et de services à finalité industrielle qui:

1^o relèvent essentiellement de la recherche industrielle ou du développement expérimental;

2^o sont susceptibles d'intéresser des entreprises confrontées aux besoins d'un secteur ou d'un domaine technologique;

3^o ont pour effet de développer et d'entretenir son savoir-faire et son socle de compétences;

4^o consistent notamment en des activités non-économiques;

5^o s'inscrivent dans un contexte régional et international. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 4 du Chapitre I^{er} du Titre II remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« - Le suivi des progrès scientifiques et techniques ».

Art. 8. L'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le centre de recherche se tient en permanence informé des progrès scientifiques et techniques survenus, en Belgique comme à l'étranger, dans des domaines qui sont de sa compétence et qui présentent un haut potentiel d'innovations industrielles.

Il prend régulièrement des contacts avec les entreprises afin de leur proposer ses services en l'espèce. »

Art. 9. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 5 du Chapitre I^{er} du Titre II remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« - La constitution d'un conseil d'administration ou d'un comité permanent ».

Art. 10. L'article 7 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. Le conseil d'administration ou le comité permanent du centre de recherche comprend au moins cinquante pour cent de représentants des entreprises, avec une répartition équilibrée, en fonction du secteur, entre petites et moyennes entreprises, d'une part, et grandes entreprises, d'autre part. Ces représentants des entreprises sont des personnes qui exercent des fonctions de recherche ou de direction dans des entreprises d'un secteur ou d'un domaine visés par le centre de recherche.

La présidence du conseil d'administration ou du comité permanent est dévolue à un représentant des entreprises.

Le conseil d'administration ou le comité permanent peut constituer en son sein un comité technique chargé de valider et de lui communiquer les activités de recherche, de veille technologique et de guidance technologique à réaliser. Cette communication respecte l'intérêt du centre de recherche et de ses entreprises partenaires ou clientes en matière de confidentialité.

Le conseil d'administration accueille un observateur de l'Administration. »

Art. 11. L'article 7/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 12. L'article 8 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. Le centre de recherche tient une comptabilité générale et analytique de ses activités.

Cette comptabilité:

1° est conforme aux normes comptables belges;

2° permet d'identifier l'origine, au niveau du client ou du bailleur de fonds, ainsi que l'affectation, au niveau du projet, de chacune des ressources (produits) enregistrées par le centre;

3° permet d'identifier la ou les sources du financement, au niveau du client ou du bailleur de fonds, et la destination, au niveau du projet, de chacun des coûts (charges) supportés par le centre;

4° permet d'établir la distinction entre activités économiques et non-économiques;

5° permet de montrer que le prix des services rendus aux entreprises est conforme aux règles du marché.

Annuellement, le centre de recherche communique à l'Administration :

1° une situation détaillée de sa comptabilité générale (bilan et compte de résultats internes) telle qu'approuvée par l'assemblée générale annuelle ou le conseil général;

2° un aperçu de la répartition des ressources selon leur origine conformément à l'annexe;

3° l'effectif du centre de recherche, en nombre d'équivalent temps plein réparti entre chercheurs, techniciens et administratifs.

Le centre de recherche tient à disposition de l'Administration :

1° l'affectation des ressources par projet;

2° la répartition des coûts selon leur affectation;

3° le financement des différents postes de coût. »

Art. 13. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 7 du Chapitre I^{er} du Titre II remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« - L'existence d'un siège d'activité en Région wallonne ».

Art. 14. Dans l'article 9 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "Dans le cas visé à l'article 3, alinéa 2, l'Institut de recherche a son siège social et un ou plusieurs sièges d'activités sur le territoire de la Région wallonne. Dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, l'Institut a son siège social sur le territoire de la Région wallonne et chacun des centres de recherche qui en sont membres" sont remplacés par les mots "Le centre de recherche".

Art. 15. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 8 du Chapitre I^{er} du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« - La rédaction d'un plan stratégique d'action ».

Art. 16. L'article 10 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. A l'appui de la demande d'agrément, le centre de recherche remet un plan décrivant les actions qu'il envisage de mener au cours des trente-six prochains mois.

Ce plan comprend également l'engagement du centre de recherche à respecter la condition de maintien prévue à l'article 17 du présent arrêté, ainsi que la description des moyens mis en œuvre pour y arriver.

Ce plan, approuvé par le conseil d'administration ou le comité permanent, est actualisé annuellement et transmis à l'Administration. »

Art. 17. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 9 du Chapitre I^{er} du Titre II est remplacé par ce qui suit :

« - La publication d'un rapport annuel ».

Art. 18. L'article 11 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 11. Le centre de recherche agréé publie un rapport annuel qui expose le déroulement et les résultats de ses divers types d'activités. Ce rapport comprend au moins les rubriques suivantes:

1° la composition du conseil d'administration ou du comité permanent;

2° la composition du comité technique;

3° la synthèse des résultats financiers de l'année et l'évolution du personnel;

4° les programmes de recherche en cours;

5° les principaux résultats des recherches abouties et l'impact industriel des activités de guidance technologique;

6° les collaborations structurées;

7° les normes de qualité acquises;

8° les services disponibles pour les entreprises;

9° les équipements remarquables;

10° les outils de diffusion des résultats. »

Art. 19. Dans le même arrêté, au Chapitre I^{er} du Titre II, il est inséré une section 10, comportant l'article 12, rédigée comme suit :

« Section 10. — Le respect des normes de management de la qualité et de management environnemental

Art. 12. Afin d'assurer sa renommée auprès de la communauté scientifique et industrielle et la réputation de ses services et de ses produits, le centre de recherche agréé répond aux normes de management de la qualité ainsi qu'aux normes de management environnemental qui sont essentielles dans les domaines dont relèvent ses activités. »

Art. 20. Dans le même arrêté, au Chapitre I^{er} du Titre II il est inséré une section 11, comportant l'article 13, rédigée comme suit :

« Section 11. — L'organisation des activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises

Art. 13. Le centre de recherche agréé organise ses activités en fonction des besoins et de la typologie des entreprises, et principalement des petites et moyennes entreprises.

A cet effet, il développe des outils appropriés, notamment en concertation avec l'Agence de l'Entreprise et de l'Innovation et avec l'Administration. »

Art. 21. Dans le même arrêté, au Chapitre I^{er} du Titre II, il est inséré une section 12, comportant l'article 14, rédigée comme suit :

« Section 12. — Les activités de guidance, de transferts et d'audits technologiques

Art. 14. Le centre de recherche agréé réalise pour les entreprises sollicitant son expertise scientifique ou technique dans les domaines relevant de sa compétence, avec ses propres moyens humains et matériels, des activités de guidance et de transfert technologiques sous la forme de prestations de services qui consistent en des audits technologiques liés à des procédés ou produits, ou sous la forme de conseils pour l'orientation des entreprises vers des compétences technologiques, y compris celles qu'offrent les autres centres de recherche agréés, les unités universitaires ou les unités de hautes écoles.

S'il échet, le centre de recherche agréé peut travailler en concertation avec les unités universitaires et les unités de hautes écoles, en vue de promouvoir le transfert technologique vers le tissu industriel. »

Art. 22. Dans le même arrêté, au Chapitre I^{er} du Titre II, il est inséré une section 13, comportant l'article 15, rédigée comme suit :

« Section 13. — La diffusion des résultats

Art. 15. Le centre de recherche agréé organise à destination des entreprises et des autres centres de recherche agréés, au moyen d'un dispositif facilement accessible et fréquemment mis à jour, la diffusion des résultats des activités visées à l'article 5, en tenant compte de la confidentialité nécessaire de certains résultats. »

Art. 23. Dans le même arrêté, le Chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — De la condition de maintien de l'agrément

Section 1^{re}. — Principe

Art. 16. Pour le maintien de son agrément au sens du décret, outre les conditions d'obtention visées aux articles 4 à 15, le centre de recherche agréé doit répondre, dans un délai de deux ans à dater de son agrément, à la condition visée à l'article 17.

Section 2. — La capacité d'autofinancement

Art. 17. Le centre de recherche dispose d'une capacité d'autofinancement suffisante pour assurer les contreparties financières liées à ses activités de services ou de recherche, et pour contribuer à l'entretien et au renouvellement des équipements et du matériel nécessaires à ses activités.

La capacité d'autofinancement du centre est définie à l'annexe.

La Commission d'agrément évalue le respect du critère d'autofinancement en tenant compte des spécificités de chaque centre. La nature des financements européens ou émergeants à des programmes régionaux sera prise en compte dans l'analyse. »

Art. 24. Dans l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "L'Institut" sont remplacés par les mots "Le centre";
- 2° à l'alinéa 3, les mots "de l'Institut" sont remplacés par les mots "du centre";
- 3° à l'alinéa 3, les mots "l'Institut" sont remplacés par les mots "le centre".

Art. 25. Dans l'article 26 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 3, les mots "à l'Institut" sont remplacés par les mots "au centre";
- 2° à l'alinéa 3, les mots "l'Institut" sont remplacés par les mots "le centre";
- 3° à l'alinéa 4, les mots "de l'Institut" sont remplacés par les mots "du centre".

Art. 26. Dans l'article 27, alinéa 3, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "l'Institut" sont remplacés par les mots "le centre".

Art. 27. Dans l'article 28 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "de l'Institut" sont remplacés par les mots "du centre".

Art. 28. Dans l'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots "L'institut de recherche agréé ou, dans le cas visé par l'article 3, alinéa 3, chacun des centres de recherche qui en sont membres" sont remplacés par les mots "Le centre de recherche";
- 2° les mots "articles 4 à 11 et aux articles 13 à 17" sont remplacés par "articles 4 à 15 et à l'article 17".

Art. 29. Dans l'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "Le Ministre détermine la procédure à suivre et la portée des audits." sont insérés entre les mots "sur initiative de l'Administration." et "Le coût des audits";
- 2° les mots "de l'Institut de recherche agréé" sont chaque fois remplacés par les mots "du centre de recherche";
- 3° à l'alinéa 2, les mots "entre le troisième et le cinquième anniversaire de" sont remplacés par "deux ans après";
- 4° à l'alinéa 3, les mots "trente-six mois" sont remplacés par les mots "cinq ans".

Art. 30. L'article 32 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. L'agrément du centre de recherche peut être retiré totalement ou partiellement :

- 1° si un audit visé aux articles 29, 30 et 31 fait apparaître que le centre de recherche agréé ne répond plus à une des conditions d'obtention d'agrément visées aux articles 4 à 15;
- 2° si le centre de recherche agréé persiste à ne pas respecter la condition de maintien de l'agrément visée à l'article 17. »

Art. 31. Dans l'article 33 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 2, les mots "Lors de sa première ou deuxième réunion suivant" sont remplacés par les mots "Dans les deux mois de";
- 2° à l'alinéa 3, les mots "à l'Institut" sont remplacés par les mots "au centre";
- 3° à l'alinéa 3, les mots "l'Institut" sont remplacés par les mots "le centre";
- 4° à l'alinéa 4, les mots "de l'Institut" sont remplacés par les mots "du centre".

Art. 32. Dans l'article 34 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, le mot "Institut" est remplacé par le mot "centre";
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : "Dans le cas visé à l'article 32, 2°, le Gouvernement peut, sur proposition de la Commission d'agrément, retirer l'agrément du centre.";
- 3° à l'alinéa 3, le mot "Institut" est remplacé par le mot "centre".

Art. 33. Dans l'article 35 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots "Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, des centres de recherche qui en sont membres," sont remplacés par le mot "centre";
- 2° le mot "Instituts" est remplacé par le mot "centres".

Art. 34. L'article 36 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Annuellement, la Commission analyse, sur la base du plan stratégique d'action prévu à l'article 10 et d'un relevé des ressources des centres de recherche réalisé par l'Administration en collaboration avec les centres de recherche agréés, les ressources de ceux-ci afin de vérifier leur capacité d'autofinancement visée à l'article 17. Dans ce cadre, les centres de recherche agréés lui transmettent tout document qu'elle jugerait utile à son analyse, dans les limites de la confidentialité imposées par les entreprises clientes des centres de recherche agréés. L'analyse est transmise au Ministre. »

Art. 35. L'article 36/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est abrogé.

Art. 36. Dans l'article 36/2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "de recherche appliquée ou" sont abrogés;

2° l'article 36/2 est complété par un alinéa 5 rédigé comme suit "Si l'organisme de recherche est déclaré éligible, cette éligibilité vaut pour une période de 36 mois".

Art. 37. Dans l'article 38 du même arrêté, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 38. Dans l'article 39 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 39. Dans les articles 40, 42 et 43/1 du même arrêté, modifiés ou inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "appliquée ou" sont à chaque fois abrogés.

Art. 40. L'article 44 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 44. § 1^{er}. Si le projet pour lequel une aide est sollicitée n'a pas commencé avant l'introduction de la demande, l'effet incitatif est automatiquement présent si la demande d'aide contient au moins les informations suivantes :

1° le nom et la taille de l'entreprise;

2° une description du projet, y compris ses dates de début et de fin;

3° la localisation du projet;

4° une liste des coûts du projet;

5° le type d'aide (subvention, prêt, garantie, avance récupérable, apport de fonds propres ou autre) et le montant du financement public nécessaire pour le projet.

Fait l'objet d'une notification à la Commission et d'une analyse de l'effet incitatif selon les modalités prévues à l'Encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation les aides suivantes :

1° toute aide de plus de 20.000.000 euros visée aux articles 15 à 20 du décret;

2° toute aide de plus de 15.000.000 euros visée aux articles 21 à 31 du décret;

3° toute aide de plus de 7.500.000 euros visée aux articles 32 à 34 du décret;

4° toute aide de plus de 5.000.000 euros visée aux articles 35 à 39 du décret;

5° toute aide de plus de 7.500.000 euros visée aux articles 46 à 53 du décret;

6° toute aide de plus de 5.000.000 euros visée aux articles 54 à 57 du décret;

7° toute aide de plus de 20.000.000 euros visée aux articles 58 à 60/5, 73/1 à 73/4/3 et 93/1 à 93/7 du décret.

Si l'aide est un projet Eureka ou est mis en œuvre par une entreprise commune établie sur la base de l'article 185 ou de l'article 187 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, les montants visés aux points 1° et 2° de l'alinéa 1^{er} sont doublés.

Si l'aide est octroyée sous forme d'avance récupérable, les montants visés au premier alinéa, 1° et 2° ou au deuxième alinéa sont majorés de cinquante pour cent. »

Art. 41. Dans le même arrêté, l'intitulé du Chapitre IV du Titre IV, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, est remplacé par ce qui suit :

« . - Des critères d'évaluation supplémentaires spécifiques aux centres de recherche agréés ».

Art. 42. Dans l'article 46 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "de l'Institut de recherche agréé ou, dans le cas visé à l'article 3, alinéa 3, de chacun des centres de recherche qui en sont membres" sont remplacés par les mots "du centre".

Art. 43. Dans le même arrêté, il est inséré un article 46/1 rédigé comme suit :

« Art. 46/1. La solidité financière du centre de recherche est évaluée en sollicitant la production d'un plan financier détaillant le financement du projet par le centre.

Lorsque le projet porte sur des activités de recherche industrielle ou de développement expérimental, ce plan comporte les éléments permettant de juger de la capacité financière du centre de recherche à, d'une part, mener à bien les activités, et d'autre part, à exploiter les résultats attendus.

Au besoin, les preuves comptables et bancaires confirmant les données du plan financier peuvent être sollicitées. »

Art. 44. Dans l'article 48, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "dont un expert en développement durable" sont abrogés.

Art. 45. Dans les articles 49, 55 et 61, modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, le mot "dix" est, à chaque fois, remplacé par le mot "cinq".

Art. 46. Dans l'article 54 du même arrêté, la troisième phrase de l'alinéa 1^{er} est abrogée.

Art. 47. Dans l'article 59 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "Lorsque le promoteur est un Institut visé à l'article 3, alinéa 3, la convention est signée par cet Institut et les centres de recherche qui en sont membres participant au projet" sont supprimés.

Art. 48. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du Chapitre V du Titre IV, est remplacé par ce qui suit :

« . - Des demandes d'aides introduites dans le cadre des subventions portant sur les innovations de procédé et sur les innovations d'organisation ».

Art. 49. Dans l'article 62 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "le mois" sont remplacés par les mots "les trois semaines".

Art. 50. Dans l'article 63 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "deux mois" sont remplacés par les mots "six semaines".

Art. 51. Dans le même arrêté, au Chapitre V du Titre IV, il est inséré une section 4, comportant l'article 66/1, rédigée comme suit :

« Section 4. — Du montant maximal des subventions pour des activités de développement expérimental

Art. 66/1. Le montant de l'aide visé à l'article 25/1 du décret est de 150.000 euros. »

Art. 52. Dans le même arrêté, au Chapitre V du Titre IV il est inséré une section 5, comportant l'article 66/2, rédigée comme suit :

« Section 5. — Du calcul des délais pour les subventions portant sur les services de conseil en matière d'innovation et d'appui à l'innovation

Art. 66/2. Pour le calcul du montant global de 200.000 euros visé à l'article 57 du décret, la période de trente-six mois à prendre en compte correspond à trois années civiles. »

Art. 53. Dans l'article 69/1 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, les mots "l'Encadrement communautaire des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation (2006/C 323/01)" sont remplacés par les mots "le Règlement n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité".

Art. 54. Dans l'article 75 du même arrêté, les mots "ou le taux IBOR à un an applicable en Belgique visé dans la Communication de la Commission relative à la révision de la méthode de calcul des taux de référence et d'actualisation (2008/C 14/02) si ce dernier est supérieur," sont insérés entre les mots "l'Euribor à un an" et les mots "majoré de 100 points de base".

Art. 55. Dans le même arrêté, l'annexe est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 56. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 57. Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 février 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ANNEXE

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008
relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie.

La présente annexe définit la capacité d'autofinancement visée à l'article 17 de l'arrêté.

L'analyse des ressources financières des centres de recherche est fondée sur les références précisées dans le tableau suivant :

Références	Intitulé	Contenu du financement	Type
Réf. 1	DGO6 (exclus FEDER et FSE) relatives aux programmes régionaux	Pôles de compétitivité, CWALity, guidance,...	Subsides
Réf. 2	DGO6 (exclus FEDER et FSE) relatives aux programmes internationaux	Eranet, Cornet, Bel-SME,...	Subsides
Réf. 3	Introduites à la DGO6 relatives aux aides FEDER-FSE à l'exclusion aux aides aux infrastructures (bâtiments/équipements)	Programmes structurels et contrepartie RW pour la recherche (exclusion d'équipement et bâtiment)	Subsides
Réf. 4	DGO6 et FEDER équipement exclusivement	Programmes structurels et contrepartie RW pour l'équipement scientifique et technologique	Subsides
Réf. 5	DGO6 FEDER bâtiment exclusivement	Programmes structurel et contrepartie RW pour les bâtiments	Subsides

Références	Intitulé	Contenu du financement	Type
Réf. 6	FSE	Programmes structurels et contrepartie RW pour la formation et la promotion	Subsides
Réf. 7	Autres autorités publiques	Sources internationales (hors programmes européens, fédérales ou provinciales)	Recettes
Réf. 8	CE	Projets de recherche PC avec un boni RW* possible	Recettes
Réf. 9	Cotisations obligatoires	Fixées par des lois ou règlements	Recettes
Réf. 10	Cotisations volontaires	Définies par le centre	Recettes
Réf. 11	Facturations tiers	Recettes des prestations de services**	Recettes
Réf. 12	Recettes licences	Cessions de licence et royalties	Recettes
Réf. 13	Autres	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX, recettes financières...	Subsides
Réf. 14	Total des références 0a à 11		-

* : cette bonification de la RW est à intégrer dans la Réf. 2 - DC DGO6

** : y compris les facturations de sous-traitance faites pour les entreprises et dont le financement est acquis dans le cadre d'aides RW (exemples : avances récupérables ou études de faisabilité à Titre de support technique)

Les ressources d'un centre sont regroupées en 2 catégories et 5 rubriques. Ces rubriques servent à définir des ratios de dépendance et de performance du centre.

Catégories « Subsides » - S :

- subsides de « fonctionnement » : Réf. 1, 2 et 13;
- subsides d'investissement : Réf. 4 et 5.

Catégorie « Recettes » - R :

- recettes liées à l'activité industrielle : Réf. 11 et 12;
- recettes liées à l'activité de recherche ou d'expertises publiques, hors financements de la Région wallonne : Réf. 7 et 8;
- recettes de cotisations : Réf. 9 et 10.

La capacité d'autofinancement est évaluée sur base d'un coefficient. Celui-ci doit être de minimum 50 % et est déterminé de la manière suivante :

(Réf. 7 + Réf. 8 + Réf. 9 + Réf. 10 + Réf. 11 + Réf. 12)/Réf. 14 »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2016 portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2008 relatif au soutien de la recherche, du développement et de l'innovation en Wallonie.

Namur, le 18 février 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/201097]

18. FEBRUAR 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20 und 87 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie, Artikel 25/1, 57, 74, 77, 103, 119 und 120;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie;

Aufgrund des am 21. September 2015 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, das am selben Tag vom Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region bestätigt worden ist;

Aufgrund des am 17. Juli 2015 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 14. Dezember 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 58.491/4;

In Erwägung des Inkrafttretens am 1. Januar 2015 des Dekrets vom 21. Mai 2015 zur Abänderung des Dekrets vom 3. Juli 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie ist es angebracht, das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses an demselben Datum festzusetzen;

Auf Vorschlag des Ministers für Innovation;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie wird die Überschrift des Titels II, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, durch Folgendes ersetzt:

«- Die Zulassung der Forschungszentren».

Art. 2 - Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 3 - Um im Sinne des Dekrets zugelassen zu werden, hat ein Forschungszentrum am Tag des Zulassungsantrags die in den Artikeln 4 bis 15 erwähnten Bedingungen zum Erhalt der Zulassung zu erfüllen.»

Art. 3 - Artikel 3/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 4 - Das Forschungszentrum verfügt über eine eigene Rechtspersönlichkeit.»

Art. 5 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 3 von Kapitel 1 des Titels II, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, durch Folgendes ersetzt:

«- Durchführung von Aktivitäten mit industrieller Zweckbestimmung».

Art. 6 - Artikel 5 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 5 - Das Forschungszentrum hat als Ziel oder Gesellschaftszweck die Durchführung von Forschungstätigkeiten und Aktivitäten der Innovationsförderung sowie die Erbringung von Dienstleistungen mit industrieller Zweckbestimmung, die

1° wesentlich unter die industrielle Forschung oder experimentelle Entwicklung fallen,

2° Unternehmen interessieren könnten, die den Bedürfnissen eines Sektors oder eines technologischen Bereichs gegenüberstehen,

3° die Entwicklung und Instandhaltung seiner Fachkunde und Grundfertigkeit bewirken,

4° insbesondere in nichtwirtschaftlichen Tätigkeiten bestehen,

5° in einem regionalen und internationalen Kontext stehen.»

Art. 7 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 4 von Kapitel 1 des Titels II, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, durch Folgendes ersetzt:

«- Die Weiterverfolgung des wissenschaftlichen und technischen Fortschritts».

Art. 8 - Artikel 6 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 6 - Das Forschungszentrum hält sich ständig über die in Belgien wie im Ausland in den unter ihre Zuständigkeit fallenden und ein hohes Potenzial an industriellen Innovationen bietenden Bereichen eingetretenen wissenschaftlichen und technischen Fortschritte auf dem Laufenden.

Es nimmt regelmäßig mit den Unternehmen Kontakt auf, um ihnen seine Dienstleistungen im betreffenden Bereich vorzuschlagen.»

Art. 9 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 5 von Kapitel 1 des Titels II, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, durch Folgendes ersetzt:

«- Zusammensetzung des Verwaltungsrats oder eines ständigen Ausschusses».

Art. 10 - Artikel 7 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 7 - Der Verwaltungsrat oder ständige Ausschuss des Forschungszentrums umfasst mindestens fünfzig Prozent Vertreter der Unternehmen, mit je nach dem Sektor einer ausgeglichen Verteilung zwischen Klein- und Mittelunternehmen einerseits und Großunternehmen andererseits. Diese Vertreter der Unternehmen sind Personen, die Forschungs- oder Führungsfunktionen ausüben in Unternehmen, die in einem Sektor oder Bereich tätig sind, mit dem sich das Forschungszentrum beschäftigt.

Der Vorsitz des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses wird einem Vertreter der Unternehmen anvertraut.

Der Verwaltungsrat oder der ständige Ausschuss kann unter seinen Mitgliedern einen technischen Ausschuss bilden, der damit beauftragt wird, die durchzuführenden Aktivitäten im Bereich der Forschung, der Technologieüberwachung und der technologischen Betreuung zu validieren und ihm mitzuteilen. Diese Mitteilung beachtet die Interessen des Forschungszentrums und seiner Partner- oder Kundenunternehmen, was die Vertraulichkeit der Angaben betrifft.

Zum Verwaltungsrat gehört ein Beobachter der Verwaltung.»

Art. 11 - Artikel 7/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird aufgehoben.

Art. 12 - Artikel 8 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 8 - Das Forschungszentrum führt eine allgemeine und analytische Buchhaltung über seine Aktivitäten.

Diese Buchführung

1° genügt den belgischen Buchführungsnormen;

2° ermöglicht, die Herkunft – was den Kunden oder den Geldgeber betrifft – und die Zweckbestimmung – was das Projekt betrifft – jeder der Ressourcen (Produkte) des Zentrums zu identifizieren;

3° ermöglicht, die Finanzierungsquelle(n) – was den Kunden oder den Geldgeber betrifft – und die Zweckbestimmung – was das Projekt betrifft – aller von dem Zentrum getragenen Kosten (Lasten) zu identifizieren;

4° ermöglicht, die wirtschaftlichen von den nichtwirtschaftlichen Tätigkeiten zu unterscheiden;

5° ermöglicht zu zeigen, dass der Preis der zugunsten der Unternehmen erbrachten Dienstleistungen den Marktregeln entspricht.

Jährlich teilt das Forschungszentrum der Verwaltung Folgendes mit:

1° einen ausführlichen Lagebericht seiner allgemeinen Buchführung (Bilanz und interne Ergebnisrechnung), so wie sie von der jährlichen Generalversammlung oder dem allgemeinen Rat genehmigt wurde;

2° einen Übersicht der Verteilung der Einkünfte je nach deren Herkunft gemäß dem Anhang;

3° die Personalmitglieder des Forschungszentrums in Vollzeitäquivalenten, verteilt auf das Forschungs-, Technik- und Verwaltungspersonal.

Das Forschungszentrum hält Folgendes zur Verfügung der Verwaltung:

1° die Zweckbestimmung der Einkünfte pro Projekt;

2° die Aufteilung der Kosten je nach deren Zweckbestimmung;

3° die Finanzierung der verschiedenen Kostenposten.»

Art. 13 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 7 von Kapitel 1 des Titels II, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, durch Folgendes ersetzt:

«- Das Bestehen eines Betriebssitzes in der Wallonischen Region».

Art. 14 - In Artikel 9 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Wortlaut "In dem Fall nach Artikel 3, Absatz 2 befinden sich der Gesellschaftssitz sowie ein oder mehrere Tätigkeitsorte des Forschungsinstituts auf dem Gebiet der Wallonischen Region. In dem Fall nach Artikel 3 Absatz 3 hat das Institut seinen Sitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region und verfügt jedes Forschungszentrum, das Mitglied des Instituts ist," durch die Wörter "Das Forschungszentrum verfügt".

Art. 15 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 8 von Kapitel I des Titels II durch Folgendes ersetzt:

«- Die Erstellung eines strategischen Aktionsplans».

Art. 16 - Artikel 10 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 10 - Zur Unterstützung des Zulassungsantrags übermittelt das Forschungszentrum einen Plan zur Beschreibung der Aktionen, die es binnen der nächsten sechsunddreißig Monate zu führen beabsichtigt.

Dieser Plan umfasst ebenfalls die Verpflichtung des Forschungszentrums, die Bedingung für die Beibehaltung der Zulassung nach Artikel 17 des vorliegenden Erlasses zu beachten, sowie die Beschreibung der eingesetzten Mittel, um dieses Ziel zu erreichen.

Dieser Plan, dem der Verwaltungsausschuss oder der ständige Ausschuss zustimmen, wird jährlich aktualisiert und der Verwaltung unterbreitet.»

Art. 17 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 9 von Kapitel I des Titels II durch Folgendes ersetzt:

«- Die Veröffentlichung eines Jahresberichts».

Art. 18 - Artikel 11 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 11 - Das zugelassene Forschungszentrum veröffentlicht einen Jahresbericht, in dem der Ablauf und die Ergebnisse seiner verschiedenen Tätigkeiten erläutert werden. Dieser Bericht umfasst wenigstens die folgenden Rubriken:

1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats oder des ständigen Ausschusses;

2° die Zusammensetzung des technischen Ausschusses;

3° die Synthese der finanziellen Ergebnisse des Jahres und die Entwicklung des Personals;

4° die aktuellen Forschungsprogramme;

5° die wichtigsten Ergebnisse der vollendeten Forschungen und die industriellen Auswirkungen der Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung;

6° die strukturierten Kooperationen;

7° die erreichten Qualitätsnormen;

8° die verfügbaren Dienstleistungen zugunsten der Unternehmen;

9° die bemerkenswerten Ausstattungen;

10° die Mittel zur Verbreitung der Ergebnisse.»

Art. 19 - In demselben Erlass wird in Kapitel I Titel II ein Abschnitt 10, der den Artikel 12 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 10 — Einhaltung der Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement

Art. 12 - Um sein Ansehen bei der wissenschaftlichen und industriellen Gemeinschaft und den Ruhm seiner Dienstleistungen und Produkte zu sichern, genügt das zugelassene Forschungszentrum den Normen für das Qualitätsmanagement und für das Umweltmanagement, die in den Bereichen, in denen es seine Tätigkeiten ausübt, wesentlich sind.»

Art. 20 - In demselben Erlass wird in Kapitel I Titel II ein Abschnitt 11, der den Artikel 13 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 11 — Organisation der Tätigkeiten auf der Grundlage der Bedürfnisse und der Typologie der Unternehmen

Art. 13 - Das zugelassene Forschungszentrum organisiert seine Tätigkeiten auf der Grundlage der Bedürfnisse und der Typologie der Unternehmen, und insbesondere der Klein- und Mittelunternehmen.

Zu diesem Zweck hat es insbesondere in Absprache mit der Agentur für Unternehmen und Innovation ("Agence de l'Entreprise et de l'Innovation") und mit der Verwaltung geeignete Instrumente zu entwickeln.»

Art. 21 - In demselben Erlass wird in Kapitel I Titel II ein Abschnitt 12, der den Artikel 14 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 12 — Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung, der technologischen Übertragung und des technologischen Audits

Art. 14 - Das zugelassene Forschungszentrum führt zugunsten der Unternehmen, die in einem oder mehreren seiner Fachbereiche seine wissenschaftliche bzw. technische Beratung in Anspruch nehmen möchten, Aktivitäten im Bereich der technologischen Betreuung und Übertragung mit seinen eigenen Personal- und Sachmitteln aus, in der Form von Dienstleistungen, die in technologischen Audits in Bezug auf Verfahren oder Produkte bestehen, oder von Empfehlungen für die Orientierung der Unternehmen auf technologische Kompetenzen, einschließlich deren, die von anderen Forschungszentren, Universitäts- oder Hochschuleinheiten angeboten werden.

Gegebenenfalls kann das zugelassene Forschungszentrum in Absprache mit den Universitätseinheiten und den Hochschuleinheiten arbeiten, um die Übertragung der Technologie auf die Industrie zu fördern.»

Art. 22 - In demselben Erlass wird in Kapitel I Titel II ein Abschnitt 13, der den Artikel 15 enthält, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 13 - Verbreitung der Ergebnisse

Art. 15 - Das zugelassene Forschungszentrum organisiert die Verbreitung der Ergebnisse der in Artikel 5 erwähnten Aktivitäten zugunsten der Unternehmen und der anderen zugelassenen Forschungszentren anhand eines leicht zugänglichen und oft aktualisierten Systems, unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, bestimmte Ergebnisse geheim zu halten.»

Art. 23 - In demselben Erlass wird das Kapitel II durch Folgendes ersetzt:

«Kapitel II — Bedingung für die Beibehaltung der Zulassung

Abschnitt 1 — Grundsatz

Art. 16 - Für die Beibehaltung seiner Zulassung im Sinne des Dekrets muss das Forschungszentrum neben den für die Gewährung der Zulassung erforderlichen Bedingungen nach den Artikeln 4 bis 15 binnen einer Frist von zwei Jahren ab seiner Zulassung auch der in Artikel 17 erwähnten Bedingung genügen.

Abschnitt 2 — Selbstfinanzierungskapazität

Art. 17 - Das Forschungszentrum verfügt über eine ausreichende Selbstfinanzierungskapazität, um die finanziellen Gegenleistungen, die mit seinen Dienstleistungs- oder Forschungsaktivitäten verbunden sind, zu erbringen, und um zur Instandhaltung und Erneuerung der Ausstattungen und Gerätschaften, die für seine Aktivitäten erforderlich sind, beizutragen.

Die Selbstfinanzierungskapazität ist im Anhang festgelegt.

Der Zulassungsausschuss beurteilt die Einhaltung des Kriteriums der Selbstfinanzierung unter Berücksichtigung der Besonderheiten jedes einzelnen Zentrums. Die Art der europäischen Finanzierung oder der Finanzierung aus regionalen Programmen wird in der Analyse berücksichtigt.»

Art. 24 - In Artikel 25 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

3° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt.

Art. 25 - In Artikel 26 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

2° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

3° In Absatz 4 wird das Wort "Forschungsinstituts" durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt;

Art. 26 - In Artikel 27 Absatz 3 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt.

Art. 27 - In Artikel 28 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird das Wort "Forschungsinstituts" durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt.

Art. 28 - In Artikel 30 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Der Wortlaut "Das zugelassene Forschungsinstitut oder – in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 – jedes Forschungszentrum, das davon Mitglied ist," wird durch die Wörter "Das Forschungszentrum" ersetzt;

2° der Wortlaut "Artikel 4 bis 11 und 13 bis 17" wird durch den Wortlaut "den Artikeln 4 bis 15 und 17".

Art. 29 - In Artikel 31 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "Der Minister bestimmt das Verfahren und die Tragweite der Audits." zwischen die Wörter "auf Initiative der Verwaltung durchgeführt" und "Die Kosten für die Audits" eingefügt. ;

2° Die Wörter "des zugelassenen Forschungsinstituts" werden jeweils durch die Wörter "des Forschungszentrums" ersetzt;

3° in Absatz 2 werden die Wörter "zwischen dem dritten und fünften Jahrestag" durch die Wörter "zwei Jahre nach" ersetzt.

4° in Absatz 3 werden die Wörter "36 Monate" durch die Wörter "fünf Jahre" ersetzt.

Art. 30 - Artikel 32 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 32. Die Zulassung des Forschungszentrums kann ganz oder teilweise entzogen werden:

1° wenn ein Audit im Sinne von Artikel 29, 30 und 31 erscheinen lässt, dass das zugelassene Forschungszentrum einer der Bedingungen für die Gewährung der Zulassung nach Artikel 4 bis 15 nicht mehr genügt;

2° wenn das zugelassene Forschungszentrum der Bedingung für die Beibehaltung der Zulassung nach Artikel 17 immer noch nicht genügt.»

Art. 31 - In Artikel 33 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 werden die Wörter "Bei seiner ersten oder zweiten Sitzung nach" durch die Wörter "Innerhalb von zwei Monaten nach" ersetzt;

1° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

3° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstitut" durch das Wort "Forschungszentrum" ersetzt;

4° In Absatz 4 werden die Wörter "Forschungsinstituts" durch die Wörter "Forschungszentrums" ersetzt.

Art. 32 - Artikel 34 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 wird das Wort "Forschungsinstituts" durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt: "In dem in Artikel 32 Ziffer 2° erwähnten Fall kann der Minister auf Vorschlag des Zulassungsausschusses dem Zentrum die Zulassung entziehen.";

3° In Absatz 3 wird das Wort "Forschungsinstituts" durch das Wort "Forschungszentrums" ersetzt;

Art. 33 - In Artikel 35 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Die Wörter "zugelassenen Forschungsinstituts oder – in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 – jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist," wird durch die Wörter "Zentrums" ersetzt;

2° Das Wort "Forschungsinstitute" wird durch das Wort "Forschungszentren" ersetzt.

Art. 34 - Artikel 36 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

«Art. 36 - Auf der Grundlage des in Artikel 10 vorgesehenen strategischen Aktionsplans und einer von der Verwaltung in Zusammenarbeit mit den zugelassenen Forschungszentren durchgeführten Bestandsaufnahme der Einkünfte der Forschungszentren analysiert der Ausschuss jedes Jahr die Einkünfte der zugelassenen Forschungszentren, um ihre Selbstfinanzierungsmöglichkeiten im Sinne von Artikel 17 zu überprüfen. In diesem Rahmen übermitteln die zugelassenen Forschungszentren ihm unter Wahrung der von ihren Kundenunternehmen verlangten Vertraulichkeit alle Unterlagen, die er im Hinblick auf seine Analyse für nützlich erachtet. Die Analyse wird dem Minister übermittelt.»

Art. 35 - Artikel 36/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird aufgehoben.

Art. 36 - In Artikel 36/2 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Wörter "der angewandten oder" werden gestrichen;

2° Artikel 36/2 wird durch einen Absatz 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Wenn die Forschungseinrichtung für bezuschussbar erklärt wird, gilt diese Eigenschaft für einen Zeitraum von 36 Monaten".

Art. 37 - In Artikel 38 desselben Erlasses wird der Absatz 2 aufgehoben.

Art. 38 - In Artikel 39 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 39 - In den Artikeln 40, 42 und 43/1 desselben Erlasses, abgeändert oder eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 werden jeweils die Wörter "der angewandten Forschung oder der" und "der angewandten," aufgehoben.

Art. 40 - Artikel 44 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 44 - § 1 - Wenn das Projekt, für das eine Beihilfe beantragt wird, vor der Einreichung des Antrags nicht begonnen hat, gilt automatisch, dass ein Anreizeffekt vorhanden ist, wenn der Beihilfeantrag mindestens die folgenden Auskünfte beinhaltet:

1° Name und Größe des Betriebs;

2° eine Beschreibung des Projekts, einschließlich des Datums dessen Anfangs und Endes;

3° der Standort des Projekts;

4° eine Liste der Kosten des Projekts;

5° der Typ der Beihilfe (Zuschuss, Darlehen, Bürgschaft, beitreibar Vorschuss, Einbringung von Eigenmitteln oder sonstige) und der Betrag der für das Projekt notwendigen öffentlichen Finanzierung.

Den Gegenstand einer Notifizierung an die Kommission und einer Analyse des Anreizeffekts nach den Modalitäten, die in dem Unionsrahmen für staatliche Beihilfen zur Förderung von Forschung, Entwicklung und Innovation vorgesehen sind, bilden die folgenden Beihilfen:

1° jede in den Artikeln 15 bis 20 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 20.000.000 Euro;

2° jede in den Artikeln 21 bis 31 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 15.000.000 Euro;

3° jede in den Artikeln 32 bis 34 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 7.500.000 Euro;

4° jede in den Artikeln 35 bis 39 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 5.000.000 Euro;

5° jede in den Artikeln 46 bis 53 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 7.500.000 Euro;

6° jede in den Artikeln 54 bis 57 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 5.000.000 Euro;

2° jede in den Artikeln 58 bis 60/5, 73/1 bis 73/4/3 und 93/1 bis 93/7 des Dekrets erwähnte Beihilfe von mehr als 20.000.000 Euro.

Bei EUREKA-Projekten oder Projekten, die von einem nach Artikel 185 oder Artikel 187 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union gegründeten gemeinsamen Unternehmen durchgeführt werden, werden die unter den Ziffern 1 und 2 von Absatz 1 genannten Beträge verdoppelt.

Wird die Beihilfe in Form beitreibar Vorschüsse gewährt, so werden die unter den Ziffern 1 bis 2 genannten Beträge um 50% erhöht.»

Art. 41 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel IV von Titel IV, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wie folgt ersetzt:

« - Zusätzliche für die zugelassenen Forschungszentren spezifische Bewertungskriterien».

Art. 42 - In Artikel 46 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 werden die Wörter "Forschungsinstituts oder – in dem Fall nach Artikel 3, Absatz 3 – jedes Forschungszentrums, das davon Mitglied ist," durch die Wörter "Zentrums" ersetzt.

Art. 43 - In demselben Erlass wird ein Artikel 46/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 46/1 - Die finanzielle Solidität des Forschungszentrums wird durch die Vorlage eines Finanzplans bewertet, in dem beschrieben wird, wie das Projekt vom Zentrum finanziert wird.

Wenn das Projekt Aktivitäten der industriellen Forschung oder experimentellen Entwicklung betrifft, enthält dieser Plan Elemente, die es ermöglichen, die finanzielle Kapazität des Forschungszentrums bezüglich der erfolgreichen Durchführung seiner Aktivitäten einerseits und der Nutzung der erwarteten Ergebnisse andererseits zu beurteilen.

Wenn nötig müssen buchhalterische oder Bankunterlagen vorgelegt werden, um die Angaben des Finanzplans zu bestätigen.»

Art. 44 - In Artikel 48, Absatz 2, desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Wortlaut "einschließlich eines Experten für nachhaltige Entwicklung" aufgehoben.

Art. 45 - In den Artikeln 49, 55 und 61, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird das Wort "zehn" jedes Mal durch das Wort "fünf" ersetzt.

Art. 46 - In Artikel 54 desselben Erlasses wird der dritte Satz von Absatz 1 aufgehoben.

Art. 47 - In Artikel 59 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, werden die Wörter "Wenn der Projektträger ein zugelassenes Forschungsinstitut gemäß Artikel 3 Absatz 3 ist, wird die Vereinbarung von diesem Institut und von jedem Forschungszentrum unterzeichnet, das davon Mitglied ist und am Projekt teilnimmt." weggelassen.

Art. 48 - In demselben Erlass wird die Überschrift von Abschnitt 3 von Kapitel V von Titel IV wie folgt ersetzt:
« - Beihilfeanträge, die im Rahmen von Zuschüssen für Prozessinnovationen und für betriebliche Innovationen eingereicht werden».

Art. 49 - In Artikel 62 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Wortlaut "eines Monats" durch den Wortlaut "drei Wochen" ersetzt.

Art. 50 - In Artikel 63 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014, wird der Wortlaut "zwei Monaten" durch den Wortlaut "sechs Wochen" ersetzt.

Art. 51 - In demselben Erlass, Kapitel V des Titels IV wird ein Abschnitt 4 mit dem wie folgt verfassten Artikel 66/1 eingefügt:

«Abschnitt 4 — Höchstbetrag der Zuschüsse für Tätigkeiten im Bereich der experimentellen Entwicklung

Art. 66/1 - Der in Artikel 25/1 des Dekrets erwähnte Beihilfebetrug beläuft 150.000 Euro.»

Art. 52 - In demselben Erlass, Kapitel V des Titels IV wird ein Abschnitt 5 mit dem wie folgt verfassten Artikel 66/2 eingefügt:

«Abschnitt 5 — Berechnung der Fristen für die Zuschüsse für Innovationsberatungsdienste und innovationsunterstützende Dienstleistungen.

Art. 66/2 - Für die Berechnung des in Artikel 57 des Dekrets erwähnten Gesamtbetrags von 200.000 Euro entspricht der zu berücksichtigende Zeitraum von 36 Monaten drei Kalenderjahren.»

Art. 53 - In Artikel 69/1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 werden die Wörter "im Gemeinschaftsrahmen für Staatliche Beihilfen für Forschung, Entwicklung und Innovation (2006/C 323/01)" durch die Wörter "in der Verordnung Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union" ersetzt.

Art. 54 - In Artikel 75 desselben Erlasses werden die Wörter "oder der in Belgien anwendbare IBOR-Satz für ein Jahr im Sinne der Mitteilung der Kommission über die Änderung der Methode zur Festsetzung der Referenz- und Abzinsungssätze (2008/C 14/02), wenn dieser höher ist," zwischen die Wörter "der Einjahres-Euribor" und die Wörter "zuzüglich 100 Basispunkten" eingefügt.

Art. 55 - In demselben Erlass wird der Anhang durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang ersetzt.

Art. 56 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2015 wirksam.

Art. 57 - Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

Namur, den 18. Februar 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

ANHANG

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008
über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie.

In vorliegendem Anhang wird die Selbstfinanzierungskapazität im Sinne von Artikel 17 des Erlasses definiert.

Die Untersuchung der finanziellen Ressourcen der Forschungszentren beruht auf den in nachstehender Tabelle angegebenen Referenzen:

Referenzen	Bezeichnung	Inhalt der Finanzierung	Typ
Ref. 1	Bei der DGO6 eingereichte Forderungsanmeldungen (FA) (exkl. EFRE und ESF) bezüglich der regionalen Programme	Wettbewerbsspole, CWALity, technologische Betreuung	Zuschüsse
Ref. 2	Bei der DGO6 eingereichte Forderungsanmeldungen (FA) (exkl. EFRE und ESF) bezüglich der internationalen Programme	Eranet, Cornet, Bel-SME,...	Zuschüsse
Ref. 3	Bei der DGO6 eingereichte Forderungsanmeldungen (FA) für EFRE und ESF-Beihilfen, exkl. Beihilfen für Infrastrukturen (Gebäude/Ausrüstung)	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für Forschung (exkl. Ausrüstung und Gebäude)	Zuschüsse
Ref. 4	FA DGO6 und EFRE für Ausrüstung ausschließlich	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die wissenschaftliche und technologische Ausrüstung	Zuschüsse
Ref. 5	FA DGO6 und EFRE ausschließlich Gebäude	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die Gebäude	Zuschüsse
Ref. 6	FA ESF	Strukturprogramme und Gegenleistung WR für die Ausbildung und Förderung	Zuschüsse
Ref. 7	FA andere öffentliche Behörden	Internationale (außer der europäischen Programme), föderale oder provinzielle Quellen	Einnahmen
Ref. 8	FA EG	Forschungsprojekte "PC" mit einem möglichen Bonus der WR*	Einnahmen

Referenzen	Bezeichnung	Inhalt der Finanzierung	Typ
Ref. 9	Obligatorische Beiträge	in Gesetzen oder Regelungen bestimmt	Einnahmen
Ref. 10	Freiwillige Beiträge	vom Zentrum bestimmt	Einnahmen
Ref. 11	Inrechnungstelling Drittpersonen	Einnahmen aus Dienstleistungen**	Einnahmen
Ref. 12	Einnahmen aus Lizenzen	Abtretung von Lizenzen und Lizenzgebühren	Einnahmen
Ref. 13	Sonstige	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX, financiële Einnahmen...	Zuschüsse
Ref. 14	GESAMT für Referenzen 0a bis 11		-

* : dieser Bonus der WR ist in die Ref. 2 - DC DGO6 mit ein zu berechnen.

** : einschließlich der Rechnungen von Subunternehmern für die Unternehmen, deren Finanzierung im Rahmen von Beihilfen der WR angenommen worden ist (z.B. rückforderbare Vorschüsse oder Machbarkeitsstudien im Sinne der technischen Unterstützung)

Die Einnahmequellen eines Zentrums werden in 2 Kategorien und 5 Rubriken eingeteilt. Diese Rubriken dienen dazu, die Abhängigkeits- und Leistungsraten des Zentrums zu bestimmen.

Kategorien "Zuschüsse" - S:

- Funktionszuschüsse: Ref. 1, 2 und 13;

- Investitionszuschüsse: Ref. 4 und 5.

Kategorie "Einnahmen" - R:

- Einnahmen in Zusammenhang mit der industriellen Tätigkeit: Ref. 11 und 12;

- Einnahmen in Zusammenhang mit der Forschungsaktivität oder den öffentlichen Sachverständigengutachten, außerhalb jeglicher Finanzierung der Wallonischen Region:

Ref. 7 und 8;

- Einnahmen aus Beiträgen: Ref. 9 und 10.

Die Selbstfinanzierungskapazität wird auf der Grundlage eines Koeffizienten berechnet. Dieser muss wenigstens 50% betragen und wird wie folgt bestimmt:

$(\text{Ref. 7} + \text{Ref. 8} + \text{Ref. 9} + \text{Ref. 10} + \text{Ref. 11} + \text{Ref. 12}) / \text{Ref. 14}$

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2016 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. September 2008 über die Unterstützung der Forschung, der Entwicklung und der Innovation in der Wallonie beigefügt zu werden

Namur, den 18. Februar 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien
J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201097]

18 FEBRUARI 2016. — Besluit van de Waalse Regering houdende wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 20 en 87, § 1;

Gelet op het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, de artikelen 25/1, 57, 74, 77, 103, 119 en 120;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië;

Gelet op het advies van de "Conseil de la Politique scientifique" (Raad voor Wetenschapsbeleid), gegeven op 21 september 2015 en dezelfde dag goedgekeurd door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juli 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2016;

Gelet op artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 58.491/4 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het decreet van 21 mei 2015 houdende wijziging van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië op 1 januari 2015 in werking treedt, dient ook de inwerkingtreding van dit besluit op dezelfde datum te worden vastgelegd;

Op de voordracht van de Minister van Innovatie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië, wordt het opschrift van Titel II, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« - Erkenning van de onderzoekscentra ».

Art. 2 - Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art 3. Om erkend te worden in de zin van dit decreet voldoet een onderzoekscentrum op de dag van de erkenningsaanvraag aan de verkrijgingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 4 tot 15. »

Art. 3. Artikel 3/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Het onderzoekscentrum beschikt over een eigen rechtspersoonlijkheid. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk I van Titel II, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« - Verwezenlijking van activiteiten met een industrieel doel ».

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Het onderzoekscentrum heeft een maatschappelijk voorwerp of doel dat ertoe strekt onderzoeksactiviteiten, activiteiten voor de innovatiebevordering en diensten met een industrieel doel te verwezenlijken die :

1° hoofdzakelijk onder het industrieel onderzoek of de experimentele ontwikkeling vallen;

2° de belangstelling zouden kunnen wekken van ondernemingen die geconfronteerd worden met de behoeften van een technologische sector of een technologisch vakgebied;

3° de ontwikkeling of de instandhouding van haar know-how of haar vaardigheden als gevolg hebben;

4° onder andere bestaan uit niet-economische activiteiten;

5° in het kader passen van een regionale en internationale context. »

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk I van Titel II, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« - Opvolging van de wetenschappelijke en technische vooruitgang ».

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Het onderzoekscentrum houdt zich permanent op de hoogte van de wetenschappelijke en technische vooruitgang die in België en in het buitenland wordt geboekt op gebieden waarvoor ze de vaardigheden bezit en die gekenmerkt zijn door een hoog potentieel aan industriële innovaties.

Het neemt regelmatig contact op met de ondernemingen om hen haar diensten terzake aan te bieden. »

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 5 van Hoofdstuk I van Titel II, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« - Samenstelling van een raad van bestuur of een vast comité ».

Art. 10. Artikel 7 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art 7. De raad van bestuur of het vast comité van het onderzoekscentrum omvat minstens 50 percent vertegenwoordigers van de ondernemingen met een evenwichtige verspreiding, afhankelijk van de sector, tussen kleine en middelgrote ondernemingen enerzijds en grote ondernemingen anderzijds. Deze vertegenwoordigers van de ondernemingen zijn personen die onderzoeks- of leidinggevende functies uitoefenen in ondernemingen van een sector of een domein beoogd door het onderzoekscentrum.

Het voorzitterschap van de raad van bestuur of van het vast comité komt een vertegenwoordiger van de ondernemingen toe.

De raad van bestuur of het vast comité kan in eigen kring een technisch comité oprichten dat belast is met de bekrachtiging en de mededeling van de te verwezenlijken activiteiten inzake onderzoek, technologische bewaking en technologische voorlichting. Bij die mededeling wordt, inzake vertrouwelijkheid, het belang geëerbiedigd van het onderzoekscentrum of van de onderneming die zijn partners of klanten zijn.

De raad van bestuur verwelkomt ook een waarnemer van de Administratie. »

Art. 11. Artikel 7/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 8 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art 8. Het onderzoekscentrum voert een algemene en analytische boekhouding van zijn activiteiten.

Die boekhouding :

1° leeft de Belgische boekhoudnormen na;

2° maakt het mogelijk om de oorsprong te identificeren, op het niveau van de klant of de geldschietter, alsook de bestemming, op het niveau van het project, van elke hulpbron (producten) geregistreerd door het centrum;

3° maakt het mogelijk om de financieringsbron(nen) te identificeren, op het niveau van de klant of de geldschietter, en de bestemming, op het niveau van het project, van elke kost (lasten) gedragen door het centrum;

4° maakt het mogelijk om het onderscheid te maken tussen economische en niet-economische activiteiten;

5° maakt het mogelijk om aan te tonen dat de prijs van de dienstverlening aan de ondernemingen de regels van de markt in acht neemt.

Jaarlijks deelt het onderzoekscentrum aan de Administratie het volgende mee :

1° een gedetailleerde toestand van de algemene boekhouding (balans en interne resultatenrekening) zoals goedgekeurd door de jaarlijkse algemene vergadering of de algemene raad;

2° een overzicht van de verdeling van de hulpbronnen volgens hun oorsprong overeenkomstig de bijlage;

3° het bestand van het onderzoekscentrum, in voltijds equivalenten verdeeld tussen de onderzoekers, de technici en het administratief personeel.

Het onderzoekscentrum houdt ter beschikking van de Administratie :

1° de bestemming van de hulpbronnen per project;

2° de verdeling van de kosten volgens hun bestemming;

3° de financiering van de verschillende kosten. »

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 7 van Hoofdstuk I van Titel II, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« - Voorhandenzijn van een vestigingseenheid in het Waalse Gewest ».

Art. 14. In artikel 9 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "In het in artikel 3, tweede lid, bedoelde geval heeft het Onderzoeksinstituut zijn maatschappelijke zetel en één of meerdere bedrijfszetels op het grondgebied van het Waalse Gewest. In het in artikel 3, tweede lid, bedoelde geval heeft het Instituut zijn maatschappelijke zetel op het grondgebied van het Waalse Gewest en beschikt elk van de onderzoekscentra die lid zijn van bedoeld Instituut," vervangen door de woorden "Het onderzoekscentra beschikt".

Art. 15. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 8 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt :

« - Opstelling van een strategisch actieplan ».

Art. 16. Artikel 10 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art 10. Ter staving van de erkenningsaanvraag maakt het onderzoekscentrum een plan over waarin de acties die hij voornemens is te ondernemen in de 36 komende maanden, omschreven worden.

Dat plan houdt eveneens de verbintenis van het onderzoekscentrum in om de instandhoudingsvoorwaarde waarvan sprake in artikel 17 van dit besluit na te leven, evenals de omschrijving van de middelen die daarvoor aangewend worden.

Het door de raad van bestuur of het vast comité goedgekeurde plan wordt jaarlijks bijgewerkt en aan de Administratie overgemaakt. »

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 9 van Hoofdstuk I van Titel II vervangen als volgt :

« - Publicatie van een jaarverslag ».

Art. 18. Artikel 11 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Het erkende onderzoekscentrum brengt een jaarverslag uit waarin het verloop en de resultaten van zijn verschillende activiteitensorten uiteengezet worden. Dat verslag omvat minstens de volgende rubrieken :

1° de samenstelling van de raad van bestuur of van het vast comité;

2° de samenstelling van het technisch comité;

3° de samenvatting van de financiële resultaten van het jaar en de evolutie van het personeel;

4° de lopende onderzoeksprogramma's;

5° de voornaamste resultaten van de voleindigde onderzoeksdaden en de industriële impact van de activiteiten inzake technologische bewaking;

6° de gestructureerde samenwerkingsverrichtingen;

7° de verworven kwaliteitsnormen;

8° de voor de ondernemingen beschikbare diensten;

9° de waardevolle uitrustingen;

10° de instrumenten voor de verspreiding van de resultaten. »

Art. 19. In hetzelfde besluit wordt in Hoofdstuk I van Titel II, een afdeling 10 ingevoegd, die artikel 12 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 10. — Naleving van de normen voor het kwaliteits- en leefmilieumanagement

Art. 12. Om zijn bekendheid in de wetenschappelijke en industriële gemeenschap en de reputatie van zijn dienstverlening en zijn producten te vestigen, voldoet het erkend onderzoekscentrum aan de normen voor het kwaliteitsmanagement en aan de normen voor het leefmilieumanagement die essentieel zijn in de gebieden waaronder zijn activiteiten vallen. »

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt in Hoofdstuk I van Titel II, een afdeling 11 ingevoegd, die artikel 13 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 11. — Organisatie van zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen

Art. 13. Het erkende onderzoekscentrum organiseert zijn activiteiten in functie van de behoeften en de typologie van de ondernemingen, en voornamelijk van de kleine en middelgrote ondernemingen.

Daartoe ontwikkelt het de geschikte instrumenten, meer bepaald in overleg met het "Agence pour l'Entreprise et l'Innovation" (Agentschap Ondernemen en Innoveren) en met de Administratie. »

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt in Hoofdstuk I van Titel II, een afdeling 12 ingevoegd, die artikel 14 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 12. — Activiteiten inzake technologische voorlichting, transfers en audits

Art. 14. Het erkende onderzoekscentrum verwezenlijkt voor de ondernemingen die om zijn wetenschappelijke of technische expertise vragen in de gebieden waarvoor het de vaardigheden bezit, met zijn eigen menselijke en materiële middelen, activiteiten inzake technologische voorlichting of transfers in de vorm van dienstverlenende prestaties die bestaan uit technologische audits verbonden aan procédés of producten of in de vorm van adviezen voor de oriëntering van de ondernemingen naar technologische vaardigheden, met inbegrip van die welke de andere onderzoekscentra, de universitaire of de hogeschoolafdelingen aanbieden.

In voorkomend geval kan het erkend onderzoekscentrum in overleg werken met de universitaire afdelingen en de afdelingen van hogescholen om de technologische transfer naar het industriële weefsel te bevorderen. »

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt in Hoofdstuk I van Titel II, een afdeling 13 ingevoegd, die artikel 15 inhoudt, luidend als volgt :

« Afdeling 13. — Verspreiding van de resultaten

Art. 15. Het erkende onderzoekscentrum organiseert ten behoeve van de ondernemingen en de andere erkende onderzoekscentra middels een vlot bereikbaar en vaak bijgewerkt instrumentarium de verspreiding van de resultaten van de activiteiten waarvan sprake in artikel 5, rekening houdend met het noodzakelijke vertrouwelijk karakter van sommige resultaten. »

Art. 23. In hetzelfde decreet wordt Hoofdstuk II vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II. — Voorwaarde voor het behoud van de erkenning

Afdeling 1. — Beginsel

Art. 16. Voor het behoud van zijn erkenning in de zin van het decreet moet het erkende onderzoekscentrum, naast de verkrijgingsvoorwaarden waarvan sprake in de artikelen 4 tot 15, binnen een termijn van twee jaar te rekenen van zijn erkenning, de voorwaarde waarvan sprake in artikel 17 vervullen.

Afdeling 2. - Financiële draagkracht

Art. 17. Het onderzoekscentrum beschikt over voldoende financiële draagkracht om de financiële tegenprestaties in verband met zijn dienstverlenings- of onderzoeksactiviteiten te dekken en om bij te dragen tot het onderhoud en de hernieuwing van de uitrustingen en het materieel nodig voor zijn activiteiten.

De financiële draagkracht van het centrum wordt in de bijlage omschreven

De Erkenningscommissie evalueert de naleving van het criterium van financiële draagkracht rekening houdend met de specificiteiten van elk centrum De aard van de Europese financieringen of de financiering betaald door gewestelijke programma's, zal in de analyse in overweging worden genomen. »

Art. 24. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum";

2° in het derde lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum";

3° in het derde lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum".

Art. 25. In artikel 26 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het derde lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum";

2° in het derde lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum";

3° in het vierde lid wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum".

Art. 26. In artikel 27, derde lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum".

Art. 27. In artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "instituut" vervangen door het woord "centrum".

Art. 28. In artikel 30 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn" worden vervangen door de woorden "Het onderzoekscentrum";

2° de woorden "artikelen 4 tot 11 en de artikelen 13 tot 17" worden vervangen door de woorden "artikelen 4 tot 15 en in artikel 17".

Art. 29. In artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "De Minister bepaalt de te volgen procedure en de draagwijdte van de audits" ingevoegd tussen de woorden "op initiatief van het Bestuur." en de woorden "De kosten van de audits";

2° de woorden "van het erkende onderzoeksinstituut " worden telkens vervangen door de woorden "van het onderzoekscentrum";

3° in het tweede lid worden de woorden "tussen de derde en de vijfde verjaardag van de" vervangen door de woorden "twee jaar na de";

4° in het derde lid worden de woorden "zesendertig maanden" vervangen door de woorden "vijf jaar".

Art. 30. Artikel 32 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De erkenning van het onderzoekscentrum kan geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken :

1° als uit een audit waarvan sprake in de artikelen 29, 30 en 31 blijkt dat het onderzoekscentrum niet meer voldoet aan de voorwaarden voor de verkrijging van de erkenning waarvan sprake in de artikelen 4 tot 15;

2° als het erkende onderzoekscentrum in strijd blijft met één of meerdere voorwaarden waarvan sprake in artikel 17 voor het behoud van de erkenning. »

Art. 31. In artikel 33 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden "Bij haar eerste of tweede vergadering" vervangen door de woorden "Binnen twee maanden na";

2° in het derde lid, worden de woorden "aan het erkende Onderzoeksinstituut" vervangen door de woorden "aan het erkende onderzoekscentrum";

3° in het derde lid, worden de woorden "het erkende Onderzoeksinstituut" vervangen door de woorden "het erkende onderzoekscentrum";

4° in het vierde lid, worden de woorden "van het erkende Onderzoeksinstituut" vervangen door de woorden "van het erkende onderzoekscentrum";

Art. 32. In artikel 34 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord "Instituut" vervangen door het woord "centrum";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« In het geval waarvan sprake in artikel 32, 2°, kan de Regering op voorstel van de Erkenningscommissie de erkenning van het centrum intrekken. »;

3° in het derde lid wordt het woord "Onderzoeksinstituut" vervangen door het woord "onderzoekscentrum".

Art. 33. In artikel 35 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, bedoelde geval, de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn," worden vervangen door het woord "centrum";

2° het "Onderzoeksinstituten" wordt vervangen door het woord "onderzoekscentra".

Art. 34. Artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. Jaarlijks analyseert de Commissie op grond van het in artikel 10 bedoelde strategisch actieplan en van een overzicht van de bestaansmiddelen van de onderzoekscentra dat het Bestuur heeft uitgevoerd in samenwerking met de erkende onderzoekscentra de bestaansmiddelen van laatstgenoemden om na te gaan welke hun in artikel 17 bedoelde financiële draagkracht is. In dat kader maken de erkende onderzoekscentra haar elk stuk over dat zij voor haar analyse nuttig acht binnen de perken van de betrouwbaarheid van de ondernemingen die klanten zijn van de erkende Onderzoeksinstituten. De analyse wordt aan de Minister medegedeeld. »

Art. 35. Artikel 36/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt opgeheven.

Art. 36. In artikel 36/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "toegepast of" opgeheven;

2° artikel 36/2 wordt aangevuld met een vijfde lid, luidend als volgt :

« Als de onderzoeksinstelling als in aanmerking komend wordt verklaard, geldt dat voor een periode van 36 maanden ».

Art. 37. In artikel 38 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 38. In artikel 39 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 39. In de artikelen 40, 42 en 43/1 van hetzelfde besluit, gewijzigd of ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "toegepast of" telkens opgeheven.

Art. 40. Artikel 44 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt vervangen als volgt :

« Art. 44. § 1. Als het project waarvoor een tegemoetkoming gevraagd wordt niet aangevat is voor de indiening van de aanvraag, is het aanmoedigende effect automatisch aanwezig indien de tegemoetkomingsaanvraag de volgende informatie omvat :

1° de naam en de omvang van de onderneming;

2° een beschrijving van het project, met inbegrip van de aanvang- en eindedata ervan ;

3° de ligging van het project;

4° een lijst van de kosten van het project;

5° de soort steun (toelage, lening, waarborg, terugvorderbaar voorschot, inbreng van eigen vermogen of andere) en het bedrag van de openbare financiering voor het project.

De volgende tegemoetkomingen maken het voorwerp uit van een kennisgeving aan de Commissie en van een analyse van het aanmoedigende effect volgens de modaliteiten voorzien in de kaderregeling betreffende staatssteun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie :

1° iedere steun van meer dan 20.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 15 tot 20 van het decreet;

2° iedere steun van meer dan 15.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 21 tot 31 van het decreet;

3° iedere steun van meer dan 7.500.000 euro waarvan sprake in de artikelen 32 tot 34 van het decreet;

4° iedere steun van meer dan 5.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 35 tot 39 van het decreet;

5° iedere steun van meer dan 7.500.000 euro waarvan sprake in de artikelen 46 tot 53 van het decreet;

6° iedere steun van meer dan 5.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 54 tot 57 van het decreet;

7° iedere steun van meer dan 20.000.000 euro waarvan sprake in de artikelen 58 tot 60/5, 73/1 tot 73/4/3 en 93/1 tot 93/7 van het decreet;

Indien de tegemoetkoming uit een Eureka-project of een project uitgevoerd door een gemeenschappelijke onderneming opgericht op grond van artikel 185 of artikel 187 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie bestaat, worden de in de punten 1° en 2° bedoelde bedragen verdubbeld.

Indien de tegemoetkoming in de vorm van een terugvorderbaar voorschot wordt toegekend, worden de in het eerste lid, 1° en 2°, of in het tweede lid bedoelde bedragen met 50 % verhoogd. »

Art. 41. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van Hoofdstuk IV van Titel IV, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervangen als volgt :

« .-Bijkomende specifieke evaluatiecriteria voor de erkende onderzoekscentra ».

Art. 42. In artikel 46 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "van het erkende Onderzoeksinstituut of, in het in artikel 3, derde lid, van elk van de onderzoekscentra die van bedoeld Instituut lid zijn" vervangen door het woord "centrum".

Art. 43. In hetzelfde besluit wordt een artikel 46/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 46/1. De financiële degelijkheid van het onderzoekscentrum wordt beoordeeld door haar te vragen een financieel plan voor te leggen waarin de financiering van het project door het centrum uiteengezet wordt.

Wanneer het project betrekking heeft op activiteiten inzake industrieel onderzoek of experimentele ontwikkeling, bevat dat plan de gegevens die het mogelijk maken de financiële draagkracht van het onderzoekscentrum te beoordelen om enerzijds de activiteiten zorgvuldig uit te voeren en anderzijds de verwachte resultaten te benutten.

Desnoods kunnen de boekhoudkundige en bankbewijzen ter bevestiging van de gegevens van het financiële plan opgevraagd worden. »

Art. 44. In artikel 48, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "onder wie een deskundige inzake duurzame ontwikkeling" opgeheven.

Art. 45. In de artikelen 49, 55 en 61, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt het woord "tien" telkens vervangen door het woord "vijf".

Art. 46. In artikel 54 van hetzelfde besluit wordt de derde zin van het eerste lid opgeheven.

Art. 47. In artikel 59 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, vervallen de woorden "Wanneer één van de promotoren een erkend Onderzoeksinstituut bedoeld in artikel 3, derde lid is, wordt de overeenkomst ondertekend door bedoeld Instituut en de onderzoekscentra die ervan lid zijn".

Art. 48. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk V van Titel IV vervangen als volgt :

« . - Tegemoetkomingsaanvragen ingediend in het kader van de subsidies met betrekking tot de procédé-innovaties en de organisatie-innovaties ».

Art. 49. In artikel 62 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "de maand" vervangen door de woorden "drie weken".

Art. 50. In artikel 63 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "twee maanden" vervangen door de woorden "zes weken".

Art. 51. In hetzelfde besluit, wordt in Hoofdstuk V van Titel IV, een afdeling 4, die artikel 66/1 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 4. — Maximumbedrag van de toelagen voor activiteiten inzake experimentele ontwikkeling

Art. 66/1. Het bedrag van de in artikel 25/1 van het decreet bedoelde tegemoetkoming is 150.000 euro. »

Art. 52. In hetzelfde besluit, wordt in Hoofdstuk V van Titel IV, een afdeling 5, die artikel 66/2 omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 5. — Berekening van de termijnen voor de subsidies voor adviesdiensten inzake innovatie en steunverleningsdiensten voor innovatie

Art. 66/2. Voor de berekening van het totale bedrag van 200.000 euro bedoeld in artikel 57 van het decreet stemt de in aanmerking te nemen periode van zesendertig maanden overeen met drie kalenderjaar. »

Art. 53. In artikel 69/1 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, worden de woorden "de gemeenschappelijke raamregeling voor steun van staatswege voor het onderzoek, de ontwikkeling en de innovatie (2006/C 323/01)" vervangen door de woorden ". Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard".

Art. 54. In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de woorden "of de IBOR-rente op één jaar die in België toepasselijk is en die bedoeld is in de Mededeling van de Commissie over de herziening van de methode waarmee de referentie- en disconteringspercentages worden vastgesteld indien bedoelde rente hoger is" ingevoegd tussen "Euribor op één jaar," en de woorden "verhoogd met 100 basispunten".

Art. 55. In hetzelfde besluit wordt de bijlage vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 56. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 57. De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 februari 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

BIJLAGE

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008
betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië

Deze bijlage legt de financiële draagkracht waarvan sprake in artikel 17 van het besluit vast.

De analyse van de geldmiddelen van de onderzoekscentra berust op de ijkpunten die in onderstaande tabel zijn vermeld :

Referentie	Opschrift	Inhoud van de financiering	Soort
Ref. 1	Schuldvorderingen DGO6 (FEDER en FSE uitgesloten) betreffende de gewestelijke programma's	Concurrentiepolen, CWALity, guidance,...	Subsidies
Ref. 2	Schuldvorderingen DGO6 (FEDER en FSE uitgesloten) betreffende de internationale programma's	Eranet, Cornet, Bel-SME,...	Subsidies
Ref. 3	Schuldvorderingen ingediend bij het DGO6 betreffende de FEDER-FSE-tegemoetkomingen met uitzondering van de steun voor infrastructuren (gebouwen/uitrustingen)	Structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor onderzoek (uitgesloten uitrusting en gebouw)	Subsidies
Ref. 4	Schuldvorderingen DGO6 en en FEDER uitsluitend uitrusting	Structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor wetenschappelijke en technologische uitrusting	Subsidies
Ref. 5	Schuldvorderingen DGO6 FEDER uitsluitend gebouw	Structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor de gebouwen	Subsidies
Ref. 6	Schuldvorderingen FSE	Structurele programma's en tegenprestatie Gewest voor de vorming en de promotie	Subsidies
Ref. 7	Andere overheden	Internationale (buiten Europese programma's), federale of provinciale bronnen	Opbrengsten
Ref. 8	Schuldvorderingen CE	Onderzoeksprojecten PC met een bonus Gew* mogelijk	Opbrengsten
Ref. 9	Verplichte bijdragen	Vastgesteld bij wet of regelgeving	Opbrengsten
Ref. 10	Vrijwillige bijdragen	Bepaald door het centrum	Opbrengsten
Ref. 11	Facturaties derden	Opbrengsten van dienstverleningen	Opbrengsten
Ref. 12	Opbrengsten licenties	Afstand licencies en retributies	Opbrengsten
Ref. 13	Andere	ACTIVA, AR 258, FOREm, ONEm, AWEX..., financiële opbrengsten	Subsidies
Ref. 14	Totaal van referenties 0a tot 11		-

* : die bonificatie van het Waalse Gewest moet opgenomen worden in Ref. 2 Schuldvorderingen DGO6

** : met inbegrip van de facturaties voor onderaanneming voor de ondernemingen en waarvan de financiering vaststaat in het kader van de gewestelijke tegemoetkomingen (voorbeelden : terugvorderbare voorschotten of haalbaarheidsonderzoek als technische steun)

De bestaansmiddelen van een centrum worden ondergebracht in twee categorieën en 5 rubrieken. Die rubrieken dienen om de afhankelijkheids- en performantieratio's van het centrum vast te leggen.

Categorieën "Subsidies" - S :

- werkingsubsidies : Ref. 1, 2 en 13

- investeringssubsidies : Ref. 4 en 5.

Categorie "Opbrengsten" - R :

- opbrengsten ivm industriële activiteit : Ref. 11 en 12.

- opbrengsten ivm onderzoek of openbare expertises, buiten financieringen van het Waalse Gewest om : Ref. 7 en 8.

- opbrengsten van bijdragen : Ref. 9 en 10.

De financiële draagkracht wordt op grond van een coëfficiënt geëvalueerd. Dit coëfficiënt is minstens 50 % en wordt bepaald als volgt :

(Ref. 7 + Ref. 8 + Ref. 9 + Ref. 10 + Ref. 11 + Ref. 12) / Ref. 14 »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2016 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2008 betreffende de steun voor onderzoek, ontwikkeling en innovatie in Wallonië.

Namen, 18 februari 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT